

Droit privé spécialité Droit de l'entreprise

RNCP16516 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	313, 128
Formacode(s)	13274, 13261, 13262
Code(s) ROME	K1903, K1502, K1505
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand 1

<http://www.u-clermont1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le titulaire du Master Droit de l'entreprise a vocation à être juriste d'entreprise et peut effectuer les activités suivantes :

- Appliquer les règles juridiques encadrant l'activité des entreprises
- Rechercher, analyser et exploiter les informations juridiques
- Constituer des dossiers thématiques
- Assurer une veille juridique en matière de droit des affaires et de fiscalité
- Assumer des missions de conseil juridique et fiscal
- Négocier et rédiger des contrats commerciaux
- Rédiger des statuts de société commerciale
- Prévenir et régler les litiges affectant les entreprises
- Organiser des conférences
- Préparer des plaidoiries et des consultations.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire du Master Droit de l'entreprise doit être capable de :

- Maîtriser les règles de droit des affaires
- Maîtriser la réglementation fiscale
- Assumer la rédaction de documents juridiques
- Maîtriser les procédures judiciaires et alternatives de règlement des litiges
- Maîtriser la technique contractuelle
- Maîtriser l'analyse de textes juridiques
- Maîtriser les outils de bureautique et de communication (internet et intranet)
- Connaître l'anglais des affaires
- Savoir utiliser et exploiter les bases de données juridiques et logiciels professionnels
- Organiser une réunion et mener les débats.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

secteur juridique

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Juriste d'entreprise
- Juriste dans des cabinets d'avocats spécialisés en droit des affaires
- Juristes dans des cabinets d'avocats spécialisés en droit fiscal
- Juriste dans des cabinets d'experts comptables
- Juriste dans des cabinets de mandataires-liquidateurs
- Juriste et conseil dans des banques ou établissements financiers
- Juriste dans des compagnies d'assurance et mutualistes
- Juriste et conseil dans des établissements publics
- Responsable juridique et/ou directeur juridique de PME
- Rédacteur dans des revues et publications spécialisées en droit des affaires, droit de la banque, droit fiscal

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Personnes ayant contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Accès par la commission VAP ou par le jury de VAE (Décret du 19 août 2013)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
--	------------

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/16516/>